

■ LE MONDE ARABE DANS LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MARS)
N° 7 - Automne 1996-Hiver 1997

La Nouvelle Histoire face au Monde Arabe

Dans cette livraison, M.A.R.S. a choisi de tendre le miroir de la Nouvelle Histoire à la connaissance du monde arabe à travers sept entretiens menés par H. Arfaoui : auto-portraits de deux historiens du monde arabe (L. Valensi et H. Jäit), interviews de quatre membres de la rédaction des *Annales* (J. Dakhli, J. Le Goff, M. Ferro, J. Revel) et entretien avec F. Dosse, auteur de *L'histoire en miettes*.

Les deux premiers témoignages retracent deux itinéraires qui se sont croisés à plusieurs reprises, les étapes de formation, de choix de carrière et d'exercice de la profession d'historien dans une période de grands changements institutionnels, idéologiques et politiques (fin de la décolonisation). Au-delà de leurs divergences, les deux historiens se rencontrent dans le constat du peu de visibilité (lisibilité ?) de la connaissance scientifique du monde arabe et musulman et déplorent la place réduite réservée aux seuls spécialistes de cette aire dans le domaine des sciences humaines et sociales. Partant de la vocation généraliste des *Annales*, J. Dakhli confirme, à son tour, l'effet d'opacité du domaine arabo-musulman. Selon elle, par des approches comparatistes et par un effort pour dépasser les préalables techniques et les implications inhérentes à chaque domaine, on peut espérer porter le débat sur la spécificité du monde arabe et contrebalancer la propension à cantonner les travaux sur le monde arabe aux seuls arabisants et orientalistes.

Représentants de la *Nouvelle Histoire*, J. Le Goff et J. Revel donnent la mesure de l'évolution de la discipline historique en France et la place des *Annales* comme vecteur et emblème d'une mutation qui a dépassé, depuis les années trente, le cadre hexagonal où elle est née. Le premier rappelle notamment les contacts qui existaient à l'époque médiévale entre les intellectuels des deux rives et prône une histoire «solidaire» au présent.

Le genre de l'entretien illustre ici une mosaïque d'opinions sollicitées par un même interlocuteur autour de la question - urgente et importante - de l'apport de la science sociale arabe et musulmane à la science en règle générale.

INSTITUT DU MONDE ARABE
1, rue des Fossés-St-Bernard - 75005 Paris

■ MONDE ARABE
MAGHREB-MACHREK
N° 155 - janvier-mars 1997

Yémen : l'Etat face à la démocratie

La guerre inter-yéménite de 1994 a consacré le rattachement - illégal - de toutes les régions à l'emprise d'un seul appareil d'Etat (implanté à Sanaa) et a encouragé l'émergence de nouveaux acteurs locaux qui, tous, tentent de prendre part au jeu politique à travers un dialogue démocratique. A cette situation singulière (le Yémen est la seule république et le seul système politique en voie de démocratisation de la région), se greffent de nombreux paradoxes. D'une part, la dynamique unitaire de ce pays repose, en grande partie, sur la reconnaissance et le respect d'une large autonomie accordée aux forces locales, tribales et régionalistes, ainsi que sur un savant, instable et périlleux jeu d'alliances et d'équilibres. D'autre part, l'expérience démocratique que la république yéménite a amorcé en 1990 a comme particularité de coexister avec une structure sociale traditionnelle, marquée par l'empreinte du tribalisme. Ainsi, *la tribu est dans l'Etat et celui-ci, pour survivre, doit lui garantir, à elle ou du moins à ses représentants les plus puissants, de larges parts d'autonomie*.

Afin de saisir ces contradictions et d'explicitier les enjeux qui sous-tendent l'évolution socio-économique de ce pays, la revue *Maghreb-Maghrek* consacre, pour la première fois, un numéro entier au Yémen. L'ensemble des contributions entend ainsi poser des jalons d'explications par la mise à jour de conflits essentiels révélant les rapports de force et les stratégies des acteurs concernés et impliqués.

Les éclairages sur la création et l'intégration à l'économie yéménite de banques islamiques (M. A. al-Saqqaf), la spécificité du domaine foncier à Aden et les réponses inadaptées de l'Etat (E. Mercier), la montée du parti islamiste *al-Islâh* - au travers du prisme classique de l'islamisation du système éducatif (F. Mermier), la dimension politique du plan d'ajustement structurel (R. Detalle), les tensions et les enjeux sociaux, politiques et économiques régionaux (M. Lavergne) contribuent ainsi à baliser un terrain méconnu et en constante recomposition.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29 quai Voltaire - 75344 Paris cedex 07

■ ORIENTE MODERNO
Année XV (LXXVI), n°1 - 1997

Fidèle à sa ligne rédactionnelle, la revue italienne propose, dans sa dernière livraison, une série de travaux d'une grande diversité. Parmi ceux-ci figurent notamment deux études historiques sur l'Empire Ottoman, l'une portant sur un aspect du code du commerce maritime ottoman (F. Nunè), l'autre sur une carte de Buda datant de 1096 h. - 1685 (M. Pistono). F. Cresti présente quant à lui une foisonnante bibliographie historique des principaux travaux italiens effectués sur les villes de l'aire arabo-musulmane, essentiellement celles qui furent un temps sous administration coloniale (en Libye par exemple), et celles où les intérêts italiens - financiers, économiques et industriels - furent relativement importants (telles la Tunisie, l'Algérie, ou encore la Péninsule Arabique).

S'interrogeant sur les différentes modalités d'appréhension de la notion d'intérêt au regard du droit islamique, des contingences économiques contemporaines et des modèles normatifs européens, G. M. Piccinelli montre que les droits et les corpus jurisprudentiels tunisiens et marocains privilégient une approche plus pragmatique que la plupart des autres pays musulmans. Cependant, si le droit tunisien a incorporé des textes assez clairs en la matière, en revanche, au Maroc, il est bien plus question d'accommodements entre impératifs religieux et nécessités concrètes. Dans les deux cas toutefois, il relève d'une orientation commune qui dépend plus ou moins des modèles normatifs européens. Trois contributions traitent enfin respectivement de la question - brûlante ces temps-ci - des Kurdes et de l'Etat national (M. Galletti), de la réforme de la langue et de sa place dans la politique culturelle de la République Islamique d'Iran (M. Polimeno), et de la figure mythique de Sandokan, le célèbre corsaire de Malaisie (B. M. Gerlich).

ORIENTE MODERNO
Istituto per l'Oriente C. A. NALLINO
Via A. Caroncini 19 - 00197 Rome

■ LES CAHIERS D'URBAMA

N° 13 - 1997

Les usages des catégories spatiales «privé» et «public» ont conduit à «substantifier» des notions qualitatives dont la pertinence se joue davantage dans les multiples négociations qui par transitions successives font passer du privé au public que dans une définition *a priori* de leurs contenus selon des critères juridiques (approche fonctionnaliste) ou au regard de considérations civilisationnelles (approche culturaliste). En s'attachant à montrer les *variations spatiales du privé et du public à travers les exemples de Ben M'sik et de hay Moulay Rachid à Casablanca*, A. Arraf développe une approche plus dynamique des divisions de l'espace dans deux configurations urbaines différentes, le bidonville et le lotissement. C'est, en effet, dans sa relation aux «pratiques d'habiter» que prend sens l'articulation spatiale public/privé dont les variations renvoient à différentes constructions identitaires.

Sur un terrain similaire, M. Zouiten analyse la manière dont se maintiennent les liens avec la parenté restée dans le milieu d'origine et les nombreux échanges qui l'accompagnent et facilitent l'insertion urbaine des immigrants ruraux. B. Destremau, au terme d'une longue analyse autour de la thématique de *pauvres et pauvreté en Afrique du Nord-Moyen-Orient*, construit un projet de recherche en rupture avec les visions véhiculées par les gouvernements et les organisations internationales. C'est sur le terrain de la reproduction et de la régulation de la pauvreté qu'elle propose d'axer les orientations de recherche.

Les résumés des thèses d'Anne-Marie Frérot (*La perception de l'espace en Adrar de Mauritanie*), de Jean-Marie Miossec (*Le tourisme en Tunisie, un pays en développement dans l'espace touristique international*), de Dominique Rohard (*Le centre ville du Caire : émergence d'un centre d'affaire dans un cadre hérité*) et de Jacques Seguin (*L'Égypte et l'Arabie Saoudite, système, réseaux et interfaces autour de la mer rouge septentrionale*) viennent enfin clore ce volume.

LES CAHIERS D'URBAMA
Université François Rabelais
«Site Loire»
B.P. 7521 - 37075 Tours Cedex 2

■ ANNALES MAROCAINES
D'ÉCONOMIE

N° 17, automne 1997

Monnaie, finance et développement

Ce numéro s'inscrit dans la problématique générale de la synchronisation entre les dynamiques financières et réelles dans les pays en voie de développement (PVD). Les auteurs partent du constat que ce champ d'investigation n'a pas encore été suffisamment exploré dans le cadre des théories du développement, dans lesquelles la finance n'a jamais été considérée comme un facteur pouvant favoriser ou entraver un processus de développement. Les rares travaux ne faisant pas l'impasse sur cette relation n'essaient pas de déterminer le sens de la causalité. Les auteurs de ce numéro tentent de suggérer des pistes de recherche, ou de lancer la réflexion dans ce domaine. Cette tâche apparaît urgente dans le contexte actuel de globalisation et de mondialisation qui semble marginaliser encore plus les économies africaines.

Centrées sur les pays du Maghreb, les contributions s'articulent autour de trois axes. Le premier est le dualisme financier dans les PVD et la nécessaire prise en compte, par les autorités monétaires, du secteur financier informel qui naît de l'incapacité de l'institution bancaire à répondre aux attentes de tous les agents économiques. Le deuxième point concerne l'ajustement structurel et la libéralisation financière ; celle-ci avait pour objectif d'augmenter l'efficacité des systèmes financiers afin de favoriser la croissance, et si l'on insiste généralement sur ses effets bénéfiques, on souligne rarement les difficultés qu'elle peut générer. Le troisième axe s'intéresse à l'émergence des marchés financiers dans les PVD. Le problème fondamental est de savoir dans quelles mesures ces derniers, naissants, favorisent la croissance compte-tenu des risques qui leur sont associés.

Cette livraison ne présente toutefois pas trois parties correspondant aux trois points développés ci-dessus. Ceci reflète l'imbrication très forte entre ces questions, qui ne peuvent qu'être difficilement traitées de manière dissociée. Mais ce numéro des *Annales Marocaines d'Économie* reste fort cohérent en ce qu'il soulève des questions encore ignorées en économie du développement.

ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES
MAROCAINS
Bd Moulay Slimane
Résidence Moulay Ismaïl, Appt. 4
Imm. B - Rabat

■ HERMÈS

N° 20, 1996

Toutes les pratiques culturelles se valent-elles ?

Qu'y a-t-il de français dans la culture française ? C'est par cette interrogation centrale que s'ouvre cette livraison coordonnée par J.P. Sylvestre. Les contributions se proposent d'analyser les conditions de création, de diffusion et d'institution culturelle dans la France de la Vème République selon un double prisme : par l'analyse, d'une part, du relativisme culturel, que les courants esthétiques et philosophiques post-modernistes encouragent et développent. Par un parti-pris bourdieuvien, d'autre part, et par un effort à la fois de déconstruction du procès de *distinction* entre pratiques quotidiennes et invention esthétique, intellectuelle et artistiques ; et d'interprétation du rôle de l'*habitus* dans la reconnaissance des pratiques culturelles. Autrement dit, celles-ci sont appréhendées essentiellement à partir d'une critique de leur fonctionnalité, de leur capacité à générer des interactions au sein du corps social.

Trois registres d'observation sont pour cela sollicités : *l'action culturelle*, conduite en particulier par l'État ; *les pratiques culturelles*, distinctives ; et la *hiérarchisation* des valeurs culturelles. Hormis deux axes d'investigation sur l'importance des *habitus sociaux* et sur les problématiques suscitées par le relativisme culturel du point de vue philosophique, l'ouvrage propose deux autres champs de réflexion. Le premier met en question les politiques publiques en matière culturelle : la mise en place et l'évolution, en France, d'une administration culturelle montre les limites, les contradictions et les paradoxes de ses ambitions (notamment quand il s'agit «démocratiser» la culture). Parallèlement, les auteurs interrogent les mutations de l'usage des musées et de la notion de «patrimoine». La nature des choix opérés relève d'un renforcement, dans certaines limites, de l'idée de pluralisme culturel.

Toutes les pratiques culturelles se valent-elles ? Situait historiquement et socialement la production culturelle, ce numéro se propose néanmoins d'établir les *conditions de communication entre les cultures au-delà de leurs spécificités historiques et vernaculaires*.

HERMÈS
CNRS, 27, rue Damesme, F-75015 Paris